

Bordeaux, le 11 juillet 2024,

Madame la Présidente,

La période électorale qui vient de se terminer n'est en rien banale. Même si l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite est écartée, sa progression et l'ancrage de ses idées, tant dans la société que dans les territoires, sont un véritable danger.

Le fait que le Nouveau front populaire ait le plus grand nombre de députés est à mettre au crédit de la population et des forces du mouvement social dans toutes leurs composantes. Le président de la République est attendu pour présider autrement et écouter enfin les électeurs et électrices !

Le retour à la « normale » sera probablement long, tant les divisions qui traversent le pays sont immenses, tant la haine de l'autre, le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme semblent désormais ancrés durablement. Les premiers responsables de cette situation sont évidemment les gouvernements de ces dernières décennies qui n'ont eu de cesse de mettre en œuvre des politiques toujours plus libérales les unes après les autres, fracturant la société et mettant de côté une grande partie de la population en détruisant entre autres les services publics, gages de cohésion sociale et d'égalité. Des politiques qui ont aussi créé des boucs émissaires et qui ont dédramatisé les partis d'extrême-droite en les considérant comme des partis comme les autres.

Depuis des années Solidaires Finances Publiques alerte des conséquences de ces politiques en dénonçant entre autres la casse du Service Public et particulièrement celui de la DGFIP, sa déshumanisation avec la dématérialisation à tout prix créant ainsi une population de seconde zone, tant en milieu rural que périurbain, les oubliés de tout.

Avec un nombre historique de députés du Rassemblement national n'ayant que la haine à la bouche, sachez Madame la Présidente, que notre colère aujourd'hui est grande, très grande, face aux pouvoirs publics, aux politiques publiques qui n'ont ces dernières décennies servi les intérêts que d'une minorité en oubliant l'intérêt général !

La DGFIP n'est malheureusement pas épargnée, ni par ces politiques, ni par l'ambiance nauséabonde du pays. Cela se traduit dans les services par une amplification des agressions verbales de la part des usagers, notamment dans les services d'accueil. Le fonctionnaire bashing, sport préféré depuis des mois par entre autres Stanislas Guérini, a été particulièrement ressenti au cours de ces derniers jours. Nous constatons également que nos collectifs de travail sont en grand danger. En effet, la parole raciste, xénophobe et homophobe semble ici ou là se libérer entre collègues, et ce à tous les niveaux.

C'est inacceptable et nous devons, sans délai, combattre ces dérives.

La DGFIP a une responsabilité particulière.

Nous ne laisserons pas faire ces dérives nauséabondes. Il serait urgent que vous rappeliez de façon solennelle que tous propos racistes, xénophobes, antisémites, homophobes sont des délits et que celles et ceux qui s'y prêtent peuvent faire l'objet d'une plainte et de sanction.

L'administration a pris des engagements quant à la protection et la sécurité des personnels avec l'application de la tolérance zéro, aussi il ne doit y avoir aucune dérogation possible.

Nous appelons par ailleurs à la plus grande vigilance sur la sécurisation de nos sites, les agentes et agents de la DGFIP ne devant pas être pris pour cible.



Depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale, Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest et la CGT Finances Publiques DISI Sud-Ouest dans un communiqué commun le 14 juin dernier, vous a demandé de suspendre le dialogue social dans notre direction pendant cette période d'incertitude politique. Nous vous remercions d'avoir accepté notre demande.

Aujourd'hui, même si le pire des scénarios pour notre démocratie a été écarté provisoirement et jusqu'à quand... , nous sommes loin de la stabilité politique. Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest en accord avec les prérogatives laissées par notre syndicat national a décidé de siéger aujourd'hui à cette FS du CSAL, afin de ne pas pénaliser nos collègues, en participant au dialogue social concernant leurs conditions de vie au travail et le budget alloué en local qui contribue en partie à un peu les améliorer.

Sachez que pour l'instant, Mme la Présidente, Solidaires Finances Publiques ne participera plus aux instances débattant de sujets politiques comme les CSAL, tant que nous n'aurons pas plus de visibilité sur les forces politiques qui vont gouverner la France et qu'un ministre n'aura pas été nommé pour notre administration.

Solidaires Finances Publiques, Mme la Présidente, interviendra sur les autres sujets au fur et à mesure du déroulement de l'ordre de du jour.

Les élu·e·s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

